

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves ETHIOPIE/RÉFÉRENDUM

La Commission électorale éthiopienne annoncera aujourd'hui samedi le résultat du référendum d'autodétermination des Sidama, une ethnie du sud du pays, ont annoncé vendredi les médias d'État.

Les observateurs s'attendent à un vote largement en faveur de la création d'une nouvelle région autonome, la 10e de l'État fédéral éthiopien. La Commission électorale poursuit son travail de compilation des résultats qui seront annoncés samedi, a rapporté la radio-télévision Fana BC, proche du pouvoir central.

FRANCE-LIBAN/MANIFESTATION

La France, alliée traditionnelle du Liban, essaie de mobiliser la communauté internationale pour aider ce pays à sortir de la crise mais n'imposera pas de solution "toute faite ou de l'extérieur", a assuré une source diplomatique française. "On est là pour être des facilitateurs de mobilisation internationale", a déclaré cette source, en relevant "le rôle spécial de la France au plan international et dans la relation avec le Liban". Depuis le 17 octobre, le Liban vit au rythme d'une protestation sans précédent contre l'ensemble des dirigeants politiques, jugés incompétents et corrompus.

THAÏLANDE/VISITE DU PAPE FRANÇOIS

Le pape François a encouragé vendredi l'Église catholique de Thaïlande -pays majoritairement bouddhiste- à ne "pas avoir peur" d'adapter son discours à la culture locale pour attirer de nouveaux fidèles, particulièrement des jeunes obsédés par le consumérisme et la technologie. L'un des leitmotiv du pontificat du pape argentin est de se rendre dans les "périphéries" de la planète pour y "encourager" des communautés isolées mais susceptibles de croître.

Scandale de la dette "cachée" : Jean Boustani cite Nyusi

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

L'INFORMATION a fait l'effet d'une bombe au Mozambique. L'homme fort du pays, récemment réélu pour un deuxième mandat, Felipe Nyusi, a vu son nom cité dans le scandale dit de la "dette cachée" qui a précipité son pays dans une grave crise financière. C'est le principal accusé, l'homme d'affaires libanais Jean Boustani, qui l'a déclaré à la barre d'un tribunal de New-York, aux Etats-Unis d'Amérique, où il est jugé.

M. Boustani a identifié mercredi à la barre M. Nyusi dans une liste codée de bénéficiaires présumés de commissions occultes, selon un compte-rendu d'audience du Centre pour l'intégrité publique (CIP), une ONG mozambicaine. "NUY, c'est le président du Mozambique, Filipe Jacinto Nyusi", a-t-il affirmé. "Nous lui avons payé un million de dollars comme contribution à sa campagne électorale" de 2014. Jetant ainsi l'émoi dans la salle.

A Maputo, la capitale de ce pays lusophone, les déclarations de M. Boustani ont provoqué un tollé. "Si c'est confirmé, il (le chef de l'Etat) doit se mettre à la disposition de justice", a déclaré à l'AFP Antonio Muchanga, un député du principal parti d'opposition, la Renamo. "Nous exigeons que le président démissionne dans les trois jours", a renchéri un responsable du Mouvement démocratique du Mozambique (MDM, opposition), Augusto Pelembe. De son côté, le parti au pouvoir, le Frelimo, a nié toute implication du chef de l'Etat dans ce scandale. Il "reste calme et suit les événements", a assuré un porte-parole du parti, Caifadine Manasse. "Il n'a rien à voir avec la dette", a-t-il minimisé.

La justice américaine accuse Jean Boustani d'avoir versé des dizaines de millions de dollars à de hauts responsables du régime de Maputo pour obtenir, en 2013 et 2014, des contrats de livraison de navires de pêche et de patrouilleurs militaires. Le Mozambique



Photo: DR

L'homme d'affaires libanais, Jean Boustani.

a financé ces achats par un prêt de 2 milliards de dollars qu'il a délibérément caché à son Parlement et à ses partenaires financiers étrangers. La révélation de ces opérations en 2016 a plongé

le pays, un des plus pauvres du monde, dans la tourmente. Hormis M. Boustani, plusieurs personnalités ont déjà été inculpées dont l'ex-ministre des Finances mozambicain Manuel

Chang et le fils de l'ancien président Armando Guebuza. A l'époque des faits, Filipe Nyusi était ministre de la Défense nationale de son pays.

Source : AFP

Filipe Nyusi sur les traces de Jacob Zuma ?



Photo: DR/L'Union

Le fraîchement réélu président du Mozambique, Felipe Nyusi, aura-t-il la justice aux trousses ?

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

L'E scandale dans lequel le nom de l'actuel président du Mozambique est cité par le principal accusé a des fortes similitudes avec ce qui s'est passé en Afrique du Sud lors de la présidence de Jacob Zuma, qui avait dû démissionner après des accusations de corruption. Si Felipe

Nyusi n'est pas associé à plusieurs affaires, il n'empêche que la gravité des accusations proférées par Jean Boustani le met sur la sellette. Au point que ses principaux adversaires politiques lui demandent déjà de démissionner.

Même si, contrairement à l'Afrique du Sud, son parti le Frelimo minimise les propos sortis du tribunal new-yorkais, en rejetant en bloc les dires de l'homme d'affaires li-

banais. Et telles que les choses se dessinent, sauf dans le cas d'une pression des bailleurs de fonds, il sera difficile de prouver l'implication de l'homme fort de Maputo dans un scandale qui a plongé ce pays pauvre d'Afrique australe dans un marasme financier.

Autre élément à considérer, aucun observateur ne voit le pays remettre le mandat d'un président qui vient juste d'être réélu dans un contexte de crise politique larvée, ponctuée par un scrutin présidentiel marqué par des violences. En tous les cas, seules les justices des deux pays, Etats-Unis et Mozambique, ont la clé pour donner la suite à une affaire qui sent le souffre pour les tenants du pouvoir en place.

En même temps, si la justice américaine peut librement aller au fond de ladite affaire judiciaire, son homologue mozambicaine est-elle suffisamment courageuse pour inquiéter Felipe Nyusi ? C'est certain, seule la suite judiciaire de ce scandale pourrait donner quelques esquisses de réponses.